

RDCongo/ Au lendemain de l'annonce d'un nouveau report des élections

Le pays en suspens

AFP
Kinshasa/RDCongo

Reste à savoir si le nouveau délai d'une semaine sera tenu.

LA République démocratique du Congo a accueilli dans le calme, jusqu'à présent, l'annonce d'un nouveau report des élections générales qui doivent désigner le successeur du président Joseph Kabila au pouvoir depuis près de 18 ans.

La vie était quasi-normale à Kinshasa et Goma hier au lendemain de l'annonce de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) d'un report d'une semaine des élections, du dimanche 23 au dimanche 30 décembre.

"C'est Dieu qui décide. Nous ne voulons plus de ce pouvoir car il nous prend pour des enfants", soupire Bienfait, électronicien à Goma (Est).

À Goma, les activistes du mouvement anti-Kabila Lutte pour le changement (Lucha) ont renoncé à un sit-in devant l'antenne locale de la Céni face à un déploiement d'importants renforts policiers, a constaté un journaliste de l'AFP.

La Céni a expliqué ce nouveau report par des retards logistiques qui auraient empêché l'organisation du vote dans la capitale Kinshasa (plus de 10%



Photo : AFP

C'est avec calme que les Kinois ont accueilli la décision de report d'une semaine des élections générales.

des habitants et des électeurs inscrits en RDC).

Les questions logistiques ont fait de nouveau parler d'elles indirectement hier, avec la mort de six personnes dans le crash d'un avion Antonov 26 affrété par la Céni.

L'avion de la compagnie privée Gomair s'est écrasé en phase d'atterrissage à l'approche de l'aéroport Ndjili de Kinshasa après avoir livré du matériel électoral (fiches de résultats) à Tshikapa (centre), selon la Céni.

Si les élections sont reportées, la campagne électorale s'est arrêtée elle en revanche dès hier conformément au calendrier initial, a précisé le président de la Céni, Corneille Nangaa.

Révélation de la campagne, l'outsider Fayulu demandait le départ du président Joseph Kabila et de celui de la Céni en cas de nouveau report.

Le président sortant reste aux affaires jusqu'à "l'installation effective d'un nouveau président élu", selon la Constitution congolaise.

"COUP DUR" • Le gouvernement congolais a rencontré hier matin les diplomates en poste à Kinshasa, a constaté un journaliste de l'AFP.

"Dites à vos capitales respectives qu'il n'y aura pas de chaos après les élections du 30 décembre 2018", leur a lancé le ministre de la Justice Alexis Thambwe Mwamba, chef de la diplomatie par intérim.

"Je peux vous assurer que la police sera en nombre suffisant, je peux vous assurer que l'armée a été également préparée pour pouvoir assurer la sécurité de Kinshasa et du pays", a-t-il insisté.

"On n'aura pas besoin de demander une assistance militaire de quelque pays que ce soit, de quelque organisation que ce soit", a-t-

il insisté.

Kinshasa veut organiser ses élections sans l'aide financière ni l'appui logistique de ses "partenaires" étrangers occidentaux (Onu, UE), ni de leur mission d'observation électorale.

Les Nations unies, présentes depuis 20 ans en RDC, et les partenaires occidentaux de Kinshasa sont restés très discrets, voire silencieux, jusqu'à présent. La Mission des Nations unies au Congo a répété qu'elle proposait ses bons offices à "toutes les parties" pour "un processus électoral pacifique, transparent et crédible".

"Nous aurions souhaité que les élections se tiennent à la date prévue", glisse une source onusienne. "Nous prenons acte de ce report de sept jours et demandons à tout le monde de rester calme".

L'incendie d'un entrepôt de la Céni le 13 décembre à

Kinshasa a porté un "coup dur" au processus électoral, s'est justifiée la centrale électorale.

Après l'incendie, la Céni affirme avoir commandé en Corée du Sud cinq millions de bulletins pour ses "machines à voter", qui n'arriveront en totalité que ce samedi à Kinshasa.

"Les problèmes en province sont énormes. Les retards d'arrivée du matériel sont colossaux. On ne voit pas trop comment ils arriveront à faire tout cela en une semaine, même en mettant les bouchées doubles", s'interroge un observateur averti de la situation congolaise. Le dernier mandat du président Kabila, au pouvoir depuis 2001, s'est officiellement achevé en décembre 2016.

• **L'avertissement de Tshisekedi.** La coalition autour du candidat d'opposition Félix Tshisekedi a prévenu hier qu'elle n'accepterait plus aucun "report" même "d'un jour", dans sa première réaction à l'annonce faite la veille sur la nouvelle date des élections fixée au 30 décembre par la commission électorale de la République démocratique du Congo. Le Cap pour le changement (Cach) "met sévèrement en garde M. Joseph Kabila et prévient qu'il n'acceptera pas un autre report même d'un jour", selon les termes de la déclaration politique faite par cette coalition d'opposition hier.

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso / Attaque. Trois personnes abattues dans le nord**

Trois personnes, dont deux élus locaux de Manssifigui, un village du nord du Burkina, ont été abattues dans la nuit de jeudi à hier par des individus armés, ont indiqué à l'AFP des sources sécuritaire et locale.

• **Burundi / Diplomatie. Nouveau report d'un sommet régional**

La Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC) a annoncé hier un nouveau report d'un sommet, prévu le 27 décembre à Arusha et devant notamment se pencher sur la crise au Burundi. Selon un haut responsable d'un des pays membres, "la décision de reporter ce sommet du 27 décembre a été prise car la majorité des chefs d'Etat de l'organisation n'étaient pas disponibles en cette période de fête de fin d'année".

• **Ethiopie / Politique. Des rebelles en désaccord avec le gouvernement sur leur désarmement**

Le Front de libération oromo (OLF), un groupe rebelle a bénéficié de la politique réformatrice du nouveau gouvernement éthiopien, a accusé hier ce dernier d'avoir violé un accord de paix, sur fond de désaccord sur le désarmement de ses combattants.

• **Niger / Jihadistes. Trois éleveurs égorgés par Boko Haram dans le sud-est**

Trois éleveurs ont été égorgés jeudi par des membres du groupe jihadiste Boko Haram dans une commune du sud-est nigérien près de Diffa, proche du Nigeria, a indiqué hier un responsable local.

• **Nigeria / Attaque. 25 morts dans le nord**

Au moins 25 personnes ont été tuées dans l'attaque de deux villages par des groupes armés de voleurs de bétail, qui sèment la terreur dans le nord du Nigeria, a-t-on appris hier de sources locales et de la police.

• **Zimbabwe-Afrique du Sud/Justice. Harare ne va pas extradier Grace Mugabe**



Photo : AFP

Les autorités du Zimbabwe ont affirmé hier qu'elles ne vont pas extradier Grace Mugabe, l'épouse de l'ancien président Robert Mugabe, visée par un mandat d'arrêt de la justice sud-africaine, dans le cadre d'une affaire d'agression contre une mannequin à Johannesburg en 2017.

Madagascar/Présidentielle

Rajoelina fait la course en tête

AFP
Antananarivo/Madagascar

Après dépouillement de près de la moitié des bulletins des cinq millions de votants, l'ex-président est crédité de 54,68% des suffrages.

L'EX-PRESIDENT Andry Rajoelina a pris l'avantage sur son rival Marc Ravalomanana dans la course à l'élection présidentielle à Madagascar, selon des résultats partiels, dans un climat tendu par les accusations de fraudes que se renvoient leurs deux camps.

Un décompte provisoire communiqué hier par la Commission électorale (Ceni) après dépouillement de plus de 2 millions de bulletins, sur près de cinq millions de votants, créditait M. Rajoelina de 54,68% des suffrages, nettement devant M. Ravalomanana (45,32%).

Le taux de participation a atteint 48,4%, en retrait



Photo : AFP / L'Union

La campagne menée depuis plusieurs semaines par Andry Rajoelina et ses équipes semble bien partie pour s'avérer victorieuse.

par rapport aux 54,3% du premier tour, selon la Ceni. La publication de ces premières tendances significatives intervient alors que les deux candidats ont proclamé leur victoire dès le soir du second tour.

Au premier tour, l'ex-publicitaire et disc-jockey, 44 ans, avait déjà viré en tête avec 39,23% des voix. M.

Ravalomanana, 69 ans, qui a fait fortune à la tête d'un groupe laitier, le talonnait avec 35,35%.

Depuis deux jours, les camps des deux protagonistes s'accusent mutuellement d'avoir triché.

Le chef de la mission des observateurs de l'Union européenne (UE) a affirmé hier n'avoir pas constaté

les irrégularités signalées par les candidats.

"Les Malgaches ont voté dans une atmosphère pacifique lors d'un scrutin transparent et bien organisé", s'est réjoui Cristian Preda devant la presse.

Dans la même veine, l'Union africaine (UA) a félicité hier les "deux candidats, toute la classe

politique et le peuple malgache qui, malgré les divergences (...) ont su faire preuve de retenue".

Le bras de fer engagé par Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina a ravivé les craintes de voir le pays replonger dans une des crises politiques dont il est coutumier depuis son indépendance de la France en 1960.

"Les deux candidats et leur entourage ont des intérêts énormes en jeu, il y a des risques de dérapages", s'est inquiétée auprès de l'AFP Hony Radaert, de l'ONG Collectifs des citoyens.

Plus optimiste, un diplomate occidental s'est dit persuadé que la raison finirait par l'emporter.

"L'écart entre les deux candidats semble aujourd'hui net et devrait se confirmer", a-t-il confié sous couvert de l'anonymat à l'AFP. "A mon avis, les allégations de fraude du camp Ravalomanana relèvent plutôt d'une stratégie destinée à gérer son échec".